La dérive roumaine

[1]Première partie

Pour rappeler le drame qui se joue au quotidien et dans l'absolu depuis une bonne décennie au pays du génie des Carpates, je me tiendrai à deux bons mots issus de la nouvelle sagesse alimentaire et existentielle des autochtones:

– Quelle est la blague la plus courte en Roumanie? Bon appétit!

– Comment vas-tu? Mieux que l'année prochaine...

Sans doute aurais-je pu faire dans le pathétique, quelques faits récents à l'appui, ou, encore, puiser dans le bêtisier officiel, riche en trouvailles de tous genres. Cependant, ce type d'exercice stylistique auquel les médias s'adonnent cycliquement avec joie risque fort de susciter la compassion: pleurnicharde ou ironique, naïve ou calculée, toujours impuissante et d'un goût parfois douteux.

Après la belle époque, autour de 1968, où leur pays faisait figure de champion de l'antisatellisme dans le camp soviétique, les Roumains pouvaient se prévaloir, à leurs dépens, de deux performances: côté population, des conditions de survie draconiennes et anachroniques; côté pouvoir, une surenchère tous azimuts parfaitement ubuesque. Aujourd'hui, ils ont droit à une autre performance: la quasi-unanimité internationale dans le constat des méfaits du régime en place. On peut, certes, s'en féliciter, même si l'on trouve la condamnation qui s'ensuit trop tardive et timide pour infléchir sur le cours du régime de Bucarest. On peut aussi se demander si un tel consensus critique qui traverse les clivages politiques traditionnels ne repose pas en dernière instance sur une idée toute simple mais lourde de conséquences: l'«exceptionnalisme» roumain. Le régime roumain

apparaît, en effet, de moins en moins comme un cas de figure du pouvoir étatique, en l'occurrence communiste, et de plus en plus comme une fâcheuse exception, aberrante par rapport à toute logique politique et résultant d'un processus historique jalonné de malentendus dramatiques et de maladresses criminelles. Tous les jours, depuis au moins deux ans, la dynamique gorbatchévienne semble confirmer le bien-fondé de cette thèse qui ressemble fort à une lapalissade: le régime roumain est une exception, puisqu'il a conduit à une situation exceptionnelle.

Entendons-nous bien: s'il est évident que la Roumanie traverse une situation exceptionnelle et que tout est bon pour tenter de contenir la dérive, il est également évident que cette situation constitue l'aboutissement de facteurs tout à fait ordinaires et reflète de manière parfaitement cohérente les impératifs d'un processus somme toute banal: la reproduction d'un régime imposé de l'extérieur, contraint à s'émanciper pour durer, qui a su tirer profit pendant des années de la configuration politique internationale, sans jamais renoncer à ses prérogatives dictatoriales, mais qui a échoué notamment sur le plan économique en raison de son volontarisme anachronique et d'une conjoncture mondiale défavorable.

C'est dans cette perspective que j'envisagerai dans les lignes qui suivent l'aventure nationale-communiste de ces vingt dernières années, en m'efforçant de démontrer que, pas plus que le désastre sur lequel elle a débouché, cette aventure ne saurait être conçue en dehors d'une certaine complicité à l'intérieur du pays et sur le plan international. Or, dès lors que l'on postule, d'une manière ou d'une autre, que le régime roumain relève de l'exception, l'appréciation de la nature et du poids de cette complicité est forcément faussée. À pouvoir exceptionnel, victimes exceptionnelles, semblent penser aussi bien ceux qui font planer la suspicion sur la population roumaine coupable de ne pas s'être révoltée, que ceux, en perte de vitesse, qui proclament son innocence pure et simple.

N'y aurait-il pas de place sur cette grave question pour des propos qui se soucient davantage de la réalité, sans doute plus triviale mais aussi plus complexe, des rapports entre le régime et la population pendant ces vingt dernières années? Pour ce qui est de la complicité internationale, l'éventail des positions est plus restreint. Certains se demandent si les dirigeants occidentaux se sont trompés, d'autres s'ils ont été trompés. Évidemment, un pouvoir exceptionnel est aussi déroutant que machiavélique. Et si on se donnait les moyens d'établir, faits à l'appui, la coresponsabilité internationale dans la dérive actuelle en Roumanie?

Avant de proposer des éléments de réponse à ces questions, quelques mots sur ce que j'appellerai – en utilisant, faute de mieux, un autre barbarisme – le «singularisme» traditionnellement cultivé à leur propos par les Roumains eux-mêmes et qu'il ne faut pas confondre avec l'«exceptionnalisme» évoqué plus haut à propos du discours critique occidental concernant la crise roumaine actuelle. Par singularisme, j'entends cette tendance particulièrement vivace chez les Roumains de se singulariser par rapport à leurs voisins, aux grandes puissances, mais aussi aux grandes visions du monde universalistes, en se considérant comme porteurs d'un destin national unique, tragique et irréductible. Ce genre d'envol métaphysique – brillamment énoncé par des métaphores et des formules en tous genres, mais que l'on retrouve également sous des formes plus grégaires – s'accommode mal des contingences de l'histoire. Son essor particulier peut être mis en relation avec la naissance tardive, douloureuse et problématique de la nation et de l'État roumain modernes, sans perdre de vue tout un passé historique, toujours pesant dans la mémoire collective, au cours duquel les habitants de cette région du monde ont a, afin de ne pas être écrasés par l'histoire, la contourner plutôt que l'affronter.

Sur le plan politique, le singularisme roumain, très en vogue au sein de l'élite intellectuelle pendant l'entre-deux-

guerres, a alimenté sans doute le puissant mouvement légionnaire [2]La plupart des écrivains et penseurs roumains ayant acquis une certaine notoriété en Occident après la guerre (Mircea Eliade et Emil Cioran pour ne citer que les plus illustres) ont appartenu à leurs débuts à ces milieux intellectuels et politiques. Le penseur le plus original et systématique de cette tradition en Roumanie même, après la guerre, est Constantin Noica, mort en 1987. Le tirage des livres de ce philosophe emprisonné entre 1958 et 1964 est élevé, et l'intérêt qu'ils suscitent considérable. Sur son projet, lire «Constantin Noica métaphysicien de l'ethnie-nation» de Claude Kant dans les *Cahiers du Centre d'études des civilisations d'Europe centrale et du Sud-Est*, n°6.. Faut-il considérer le national-communisme d'un Ceausescu comme une sorte d'avatar quelque peu paradoxal de ce singularisme? Je ne pense pas, même si le régime communiste actuel a essayé de s'y appuyer, même s'il a remporté quelques petits succès dans ce domaine. J'y reviendrai dans la seconde partie de ce texte, consacrée à la complicité interne dans la dérive roumaine.

Conviction protéiforme et diffuse, le singularisme roumain s'apparente de fait tantôt à l'idéologie nationaliste, tantôt à une sorte de religion nationale. Les Roumains, pour la plupart, s'y réfugient volontiers, devant la précarité de leur condition, tout en sachant cependant qu'un tel détour, aussi flatteur ou noble fût-il, ne saurait résoudre leurs problèmes concrets: alimentaires aussi bien qu'existentiels. Les inconditionnels, par passion, bêtise ou calcul, du singularisme roumain sont minoritaires... Si l'on ne tient pas compte de cette distinction sociale, on risque fort de se méprendre sur le nationalisme roumain.

La désatellisation, quelques précisions

Plutôt que de gloser sur la bonne ou mauvaise foi de l'antisatellisme professé de manière spectaculaire par N. Ceausescu depuis 1968, examinons, à froid, les conditions et les mobiles de la désatellisation qui l'a précédé et rendu

possible. Même sommaire, ce rappel historique permet de saisir des éléments de continuité et toute une cohérence souvent cachés par les développements pendulaires paroxystiques du national-communisme ultérieur.

La première manifestation publique d'indépendance de la direction roumaine à l'égard de l'URSS remonte à la critique, en août 1961, du projet khrouchtchévien d'intégration des pays de l'Est dans un «complexe économique interétatique danubien». La suite des événements est significative. Novembre 1962, les Roumains maintiennent leur opposition dans le cadre de la réunion des experts économiques du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM). Mars 1963, le comité central du PCR approuve le veto roumain au projet soviétique soutenu par la RDA et la Tchécoslovaquie, les principaux bénéficiaires du projet en raison de leur infrastructure industrielle développée. La participation de la Roumanie se limitait, elle, à l'agriculture, d'où son refus. Juillet 1963, le projet est abandonné, lors de la réunion du CAEM à Moscou. La Roumanie créait ainsi une énorme surprise. Ce pays que l'on appelait, y compris au sein du mouvement communiste international, la 16e république socialiste de l'Union soviétique, manifestait haut et fort, subitement, une position «dissidente» et obtenait gain de cause! De plus, le PCR n'entendait visiblement pas s'en tenir là, puisqu'en avril 1964, par exemple, il proclamait sa neutralité dans le conflit sino-soviétique et ne manquait plus une occasion d'affirmer son indépendance.

L'explication la plus plausible de ce revirement doit être cherchée justement dans la fidélité légendaire des communistes roumains à l'URSS. Les rapports de vassalité qui les liaient aux Soviétiques, condition *sine qua non* de leur maintien au pouvoir, avaient été, en effet, bousculés par le xxe congrès en février 1956. La frayeur de Gheorghe Gheorghiu-Dej devait être considérable en entendant Khrouchtchev dénoncer le culte de la personnalité et la violation de la légalité socialiste. Il y allait de sa tête, n'était-il pas le petit Staline local, mais

le gros de ses troupes était aussi concerné. Moins d'un millier lors de leur arrivée au pouvoir en 1944 dans la foulée de l'avancée de l'Armée rouge, presque un million quelques années plus tard, les communistes roumains régnaient en maîtres absolus, moyennant une terreur sans précédent dans l'histoire du pays. Bien que dépourvus de véritables assises sociales, ils constituaient une force redoutable, déjà bien rodée aux rouages du pouvoir. Et, maintenant, il fallait improviser, la fidélité à l'URSS ne suffisant plus... Quelle solution de rechange? Le seul qui aurait pu jouer le rôle d'un Gomulka par exemple, Lucretiu Patrascanu, avait été liquidé deux ans auparavant, en 1954.

Précautionneux, Dej et ses compagnons ne choisirent pas moins la continuité, et opérèrent une déstalinisation exemplaire par sa discrétion. On peur supposer qu'un certain esprit d'indépendance, consécutif à la prise de conscience du caractère de plus en plus aléatoire de la fidélité aux Soviétiques, germa dès 1956; à condition, cependant, d'ajouter qu'il ne fut pas pour grand-chose dans les grandes décisions qui ont marqué la fin des années cinquante. Rien ne prouve, écrit l'historien Georges Haupt [3]La Genèse du conflit soviéto-roumain. in *Revue française de science politique*, août 1968., que ce fut à la demande ou sous la pression de la direction roumaine que l'URSS avait décidé de réduire sensiblement en 1957-1958 le nombre de ses conseillers rattachés auprès des institutions économiques et politiques roumaines, de dissoudre les dernières sociétés mixtes soviéto-roumaines à l'origine du pillage du pays pendant de longues années, ou encore de retirer, en 1958, le gros de ses troupes stationnées en Roumanie. Fondamentalement, les artisans des conditions qui ont favorisé la désatellisation ont été bel et bien les Soviétiques. Pour sa part, la direction roumaine ne tarda pas à entrevoir les avantages qu'elle pouvait retirer de la nouvelle situation. Pour la première fois de son histoire, elle pouvait chercher les moyens de son pouvoir à l'intérieur du pays, et cesser de dépendre exclusivement d'un appui

extérieur devenu fluctuant voire incertain dans le contexte de la restructuration khrouchtchévienne et des dérapages qu'elle avait favorisés. Le contexte roumain facilitait la tâche de Dej et de son équipe. Dans un pays de langue romane, éprouvé dans son histoire récente par plusieurs conflits avec la Russie, puis l'URSS, et qui a connu un mouvement socialiste, toutes tendances confondues, très faible pendant l'entre-deux-guerres, la soviétisation stalinienne apparaissait, plus que nulle part ailleurs, comme une russification. La déstalinisation, si timide fût-elle, et le désengagement soviétique signifiaient inévitablement dérussification. Il suffisait donc d'en rajouter pour, sinon faire disparaître, au moins atténuer l'hostilité d'une population humiliée et offensée pendant des années par un régime marxiste-léniniste perçu à la fois comme étrange et étranger. Avant de mourir le 19 mars 1965, dans son lit et dans ses fonctions, Dej s'acquitta habilement de cette mission [4]En tout et pour tout, il n'y a eu que deux numéros un du parti-État roumain. Le dévoiement du second a rehaussé l'image de marque du premier. Despina Tomescu, journaliste d'origine roumaine à RFI, en dresse un portrait flatteur dans La Roumanie de Ceausescu, ouvrage cosigné avec Catherine Durandin, paru aux éditions Guy Epaud en 1988. Pour ce qui est de l'histoire revue et corrigée, citons à titre de curiosité le témoignage de Lily Marcou, «spécialiste» de l'histoire communiste contemporaine et également d'origine roumaine, sur la belle époque, «hard», de Dej: *Mon enfance stalinienne*, PUF, 1982.. Quant à son successeur, Ceausescu, il abonda dans le même sens, à sa manière et avec les résultats que l'on connaît.

Le révélateur économique

L'antisatellisme roumain correspond dès ses débuts non pas à un choix héroïque, bénéfique jusqu'en 1968 puis maléfique, mais à une option politico-idéologique parfaitement raisonnable, sinon inévitable, pour un pouvoir contraint, pour durer, de changer sa stratégie et, jusqu'à un certain point,

quelques-unes de ses convictions. Pour comprendre le succès puis la déroute de la «voie roumaine», il faut prendre en considération le volet économique de l'antisatellisme.

En refusant le plan d'intégration proposé par Khrouchtchev, les dirigeants roumains avançaient un argument à toute épreuve: pourquoi le pays se spécialiserait-il dans l'agriculture et l'élevage en s'interdisant ainsi l'essor industriel à moyen terme et en compromettant, à court terme, les réalisations en cour? Argument de bon sens, certes, mais qui ne découlait pas moins tout droit du schéma stalinien de développement auquel les dirigeants roumains n'entendront jamais renoncer. Fondé sur la priorité à l'industrie lourde proclamée par Lénine, ce schéma de développement tous azimuts avait été forgé dans un pays sous-développé doté d'immenses potentialités, la Russie post-révolutionnaire où il avait déjà fait ses preuves, pour le meilleur et pour le pire. Son application dans les pays de l'Est se heurtait à des difficultés supplémentaires. Certains de ces pays étaient déjà développés industriellement (la Tchécoslovaquie, la RDA et, dans une moindre mesure, la Hongrie et la Pologne). D'autres étaient sous-développés, mais dépourvus de grandes potentialités (la Bulgarie). Sur ce point, la Roumanie constituait la seule véritable exception. Elle était un pays sous-développé, «éminemment agraire», pourvu de potentialités considérables, notamment en ce qui concerne les matières premières. Cela explique l'obstination et la sérénité de la direction roumaine dans sa politique de développement économique autonome et hostile à la spécialisation prônée par le CAEM. Pendant les trois plans qui se sont succédé entre 1951 et 1966, le taux d'investissement industriel avait, en effet, battu tous les records. C'est sur ces bases que le pays s'ouvre au commerce avec le monde non communiste et entame son décollage économique autonome qui, après quelques résultats médiocres, aboutira aux déboires actuels. Contrairement aux potentialités, surtout énergétiques, qui révéleront assez vite leurs limites, le volontarisme communiste, fièrement

revendiqué par la direction du pays, se révélera, lui, sans limites. Quant aux limites de l'autonomie d'un développement économique national, elles ne manqueront pas d'accélérer la faillite.

La responsabilité occidentale

La farouche et, vue de l'extérieur, quelque peu exubérante volonté d'indépendance du bouillant président d'un pays «à condition géopolitique précaire» avait de quoi agacer les Soviétiques, épater certains pays non alignés et réjouir le monde occidental, mais ne pouvait (ni ne cherchait à) modifier la nature du système communiste roumain. L'originalité de ce dernier résidait avant tout dans l'exacerbation de plusieurs éléments de la thématique idéologique et de la pratique institutionnelle communistes classiques: qu'il s'agisse des variations insolites et pathétiques sur le slogan de Lénine concernant le «droit à l'autodétermination des nations» ou du culte, aujourd'hui anachronique, de la personnalité.

Une longue distance sépare la condamnation par la Roumanie de l'ingérence des Soviétiques en 1968 dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie de l'indignation des officiels roumains, au début de cette année, devant les tentatives d'ingérence des gouvernements européens, y compris de certains pays socialistes, dans l'application des droits de l'homme en Roumanie.

Les coquetteries d'un numéro un communiste se faisant offrir ou achetant à tour de bras médailles et diplômes universitaires dans le monde entier n'ont pas grand-chose à voir avec la destruction puis la reconstruction d'une capitale selon le bon vouloir de ce même numéro un. Comparée au projet de destruction des villages – épisode particulièrement remarqué d'une passion totalitaire qui n'en est d'ailleurs pas à sa première manifestation historique – la mini-révolution culturelle déclenchée par les «thèses de Juillet» en 1971 fait figure de caprice néo-stalinien. En un mot comme en mille, le

communisme roumain, original s'il en est, n'a pas fini d'évoluer vers le pire à force de durer.

Mais aurait-il pu durer autant, et dans ce domaine la durée est un facteur non négligeable, sans un concours assidu sur le plan international? Entendons-nous bien: un concours qui lui a été offert à la fois en raison et en dépit de son originalité.

Pendant plus d'une décennie, le monde occidental, les États-Unis en tête, a participé avec complaisance, et non sans tirer quelques bénéfices, au cercle vicieux proposé par la direction roumaine: «Nous gênons les Soviétiques, donnez-nous les moyens de tenir si vous voulez que nous continuions!». Lieu privilégié du troc: le spectacle diplomatique et assimilé, débordant d'à-peu-près, de sous-entendus et de malentendus, où chacun pouvait puiser à sa guise pour asseoir sa légitimité, nourrir des espoirs secrets de grandeur ou, plus prosaïquement, tenter de modifier en sa faveur le rapport de forces. On a beau faire de Ceausescu le maître de ce jeu dérisoire et grotesque, si l'on pense à la dérive qui s'est ensuivie...

... et la reine d'Angleterre?

Un tel jeu se joue à plusieurs et obéit à des mobiles politiques et non ludiques. Si Ceausescu a été l'interlocuteur écouté (avec sympathie, puis embarras) de tous les occupants de la Maison Blanche depuis Nixon, c'est bel et bien parce que ceux-ci ont joué avec plus ou moins de bonheur et d'habileté la carte d'une Roumanie dissidente au sein de la sphère d'influence soviétique. L'initiateur de cette stratégie dans les rapports Est-Ouest, Kissinger, s'est trompé, dit-on de plus en plus aujourd'hui [5]Nixon, lui, n'a pas beaucoup changé. Voici le passage sur Ceausescu dans son dernier livre (1989, *la Victoire sans la guerre*, Ergo press, 1989, p.184): «Moscou n'a pas de troupes en Roumanie, et la Roumanie n'autorisera pas Moscou à en installer en temps de paix. Cela a permis au président roumain Nicolas Ceausescu de s'écarter des positions

soviétiques sur des questions internationales. Certes, sa politique intérieure est dure et répressive, cependant il a offert à son pays une réelle marge de manœuvre internationale.». Mais, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, les Nord-Américains avaient-ils le choix des moyens de pression sur les Soviétiques?

Faut-il attribuer à Ceausescu l'entière responsabilité de ce jeu, pour la simple raison qu'il en a tiré, à son échelle, des avantages politiques et, accessoirement, économiques évidents? À qui la «faute»? À Ceausescu d'être monté dans le carrosse royal ou à la reine d'Angleterre de l'y avoir invité? À Ceausescu d'avoir demandé (à moins que cela ne lui fût suggéré par la partie française) la Légion d'honneur, ou à de Gaulle qui lui a accordé la décoration en juin 1968? Sans doute Ceausescu a-t-il su tirer profit du moindre détail protocolaire, mais ses partenaires étaient-ils pour autant des enfants de chœur? N'en déplaise à la philosophie politique du général – fondée sur l'idée de nation indépendante – que les confuses professions de foi nationales-communistes d'un Ceausescu étaient censées conforter, on ne peut s'empêcher de penser que le futur empereur Bokassa était son interlocuteur à Bangui en ce temps [6]Sur la place privilégiée de la Roumanie de Ceausescu dans la vision gaullienne, dans une perspective favorable au général, voir Catherine Durandin, notamment dans l'ouvrage cité plus haut. Même lorsque l'on ne partage pas son analyse de la période contemporaine, on ne peut s'empêcher de trouver passionnantes ses contributions sur l'histoire des générations et idées politiques roumaines depuis 1848..

Tous ces petits détails hauts en couleur auxquels il faut ajouter des gestes politiques d'une plus grande envergure ont fourni à Ceausescu et à son régime un prestige relatif mais non négligeable, notamment en raison de ses retombées sur le plan intérieur. Leur contrepartie économique était peut-être encore plus vitale à la pérennité du national-communisme roumain. Dès les années soixante, la Roumanie, qui refusait

l'intégration au sein du CAEM, s'est tournée vers les fournisseurs occidentaux. Autoproclamé «pays socialiste en voie de développement» en 1972, la Roumanie obtenait des pays occidentaux des avantages considérables et des préférences tarifaires: «ceux-ci furent d'autant plus complaisamment accordés que certains pays occidentaux y virent là un moyen d'encourager la dissidence officielle de la Roumanie à l'égard de l'URSS», note Édith Lhomel qui «couvre» avec beaucoup de précision depuis des années la Roumanie pour la Documentation française [7] *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°309-311, La Documentation française, 1986, p.120.]. Membre du GATT depuis 1971, de la Banque mondiale et du FMI depuis 1972, la Roumanie bénéficie depuis 1974 du système des préférences généralisées auprès du Marché commun et, depuis 1975, de la clause de «la nation la plus favorisée» pour ses exportations aux USA. Pendant ces années, les fantaisies maoïsantes de Ceausescu faisaient des ravages dans le domaine culturel, le culte de la personnalité prenait des tournures de plus en plus exotiques et le traitement psychiatrique des opposants politiques faisait son apparition.

Les années chaudes de 1977-1978, où le dissident Paul Goma faisait remarquer au monde entier que la Roumanie n'avait rien à craindre de l'extérieur puisque c'était un pays occupé par sa propre armée et où il a fallu attendre plusieurs semaines pour apprendre qu'une grève de 30.000 mineurs venait d'avoir lieu, n'ont guère impressionné les créanciers ouest-allemands, français, italiens ou nord-américains. En effet, la dette extérieure passait de 2,9 milliards de dollars en 1975 à 9,5 milliards en 1980. En novembre 1981, la Roumanie n'est pas moins déclarée «en défaut de paiement» à cause des mauvais résultats de son économie. La suite est exemplaire: la dette roumaine passe de 10,1 milliards en 1981 à 3,4 milliards en 1988, et le 14 avril 1989 Ceausescu annonce que le remboursement a pris fin. Une telle performance, unique au monde (dont George Bush se félicitait publiquement lors de sa dernière visite, comme vice-président de Reagan, à Bucarest),

ne serait-elle pas pour quelque chose dans le désastre humain et économique actuel? Aujourd'hui, la Roumanie importe trois fois moins qu'en 1981, alors que tous les autres pays de l'Est ont augmenté ou maintenu leur chiffre d'importation.

C'est Ceausescu qui s'est entêté à payer la dette afin d'empêcher le FMI de se mêler de sa gestion, nous dit-on aujourd'hui. Cela n'est vrai qu'en partie et l'interrogation qui devrait l'accompagner demeure toujours sans réponse: pourquoi lui a-t-on accordé autant de crédits? Cette question de la dette extérieure et de son remboursement est devenue quelque peu taboue en Occident et au sein de l'opposition roumaine notamment depuis que Ceausescu, pourtant mal placé pour en parler, a commencé à pointer le doigt sur la responsabilité occidentale. Or, c'est une question essentielle si l'on pense à l'après-Ceausescu (pour l'instant hypothétique) et à la reconstruction du pays qui passera vraisemblablement par un endettement supérieur à ce qui vient d'être remboursé...

La Roumanie a fini par perdre la clause de la nation la plus favorisée; en avril 1987, la Chambre des représentants décide de la lui retirer pendant six mois, puis en février 1988 Ceausescu lui-même finit par y renoncer. Il a donc fallu attendre 1987 pour que des considérations liées au non-respect (flagrant et dénoncé par Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme depuis plus de dix ans) des droits de l'homme interviennent dans une décision nord-américaine importante concernant la Roumanie. Ce tournant dans l'attitude nord-américaine (que certains attendaient en vain depuis 1976, lors des renouvellements annuels de la clause) mettait par ailleurs en lumière une tout autre réalité: le rapprochement progressif entre la Roumanie et l'URSS dont les échanges avaient augmenté sensiblement ces dernières années. La viande roumaine, si souvent absente du marché local, ne prenait plus le chemin de l'Italie ou de la RFA (où elle approvisionnait notamment les bases militaires américaines) mais de l'URSS qui

fournissait en échange du pétrole brut aux gigantesques installations roumaines de raffinage.

C'est également en 1987 que paraissaient aux USA les «mémoires» de Pacepa, le chef des services secrets roumains qui avait choisi la liberté (on n'est jamais à un paradoxe près) en 1977 [8]Ion Mihai Pacepa, *Horizons rouges*, Presses de la Cité,1988.. Les détails de la vie intime du couple dirigeant et des mœurs de la Cour ont ravi les lecteurs et serviront peut-être à une étude ethnographique du pouvoir roumain en cette période. Pour ce qui est du reste, c'est-à-dire de l'essentiel, l'idée forte du livre se résume à la thèse suivante: Ceausescu, spécialiste de la désinformation, a trompé tout le monde. Cette révélation tardive ne s'inscrit-elle pas à son tour dans une autre opération de désinformation, visant à justifier rétrospectivement le soutien apporté par l'administration nord-américaine à la direction roumaine? On peut s'en douter.

Ceausescu, l'homme des Russes?

Les Roumains voulaient-ils vraiment gêner les Soviétiques ou faisaient-ils seulement semblant de vouloir les gêner? Les gênaient-ils vraiment? Les coups d'éclat diplomatiques roumains ne se situaient-ils pas en fin de compte à l'avant-garde de la diplomatie soviétique? Autrement dit, les Soviétiques ne faisaient-ils pas faire aux Roumains ce qu'ils ne pouvaient pas faire eux-mêmes pour des raisons tactiques? Ceausescu a-t-il toujours été, en fin de compte, l'homme des Russes? Le désengagement nord-américain et le rapprochement de l'URSS ont favorisé ces dernières années des réponses de plus en plus tranchées à ces interrogations. Il convient de nuancer. Si l'on reprend les polémiques publiques dans la presse et les conférences interétatiques et de parti du bloc soviétique en ce temps, on ne peut pas conclure à une simple manœuvre de diversion de la part des Roumains. Ce serait tout aussi ridicule que de considérer que la politique roumaine aurait profondément inquiété l'URSS. Si les dirigeants

soviétiques n'ont jamais tenté de remplacer par la force ou par la ruse Ceausescu et ses hommes, c'est parce que le système en place n'a jamais été remis en question. Bien au contraire, les Soviétiques ont pu s'en rendre compte à plusieurs reprises par la suite. La frontière entre le laisser-faire et le faire-faire est forcément floue. Toujours est-il que peu de temps après s'être rendu, en août 1968, pour la première fois dans un pays communiste (la Roumanie de Ceausescu), Richard Nixon visitait l'Union soviétique, et que quelques années après avoir noué des rapports diplomatiques avec la RFA en janvier 1967 (une première qui a fait couler beaucoup d'encre à l'époque) les Roumains étaient imités par tous les autres pays de l'Est. La décision des Roumains de ne pas rompre avec l'État d'Israël portait un coup symbolique à la cohésion du bloc soviétique en matière de politique internationale, mais les Soviétiques devaient par la suite voir d'un bon œil le maintien d'un pont avec Israël, et bien entendu s'en servir. De son côté, la Roumanie saura à son tour se faire payer pour ses audaces et ses escarmouches à conséquences multiples et parfois contradictoires. C'est l'autre côté du jeu, moins visible, évoqué plus haut. Dire que Ceausescu a toujours été en réalité l'homme des Soviétiques est sans doute erroné. Pas de la même façon, mais au même titre que les bourgeoisies nationales, les bureaucraties communistes peuvent devenir à tout instant patriotes et ne s'en privent pas. Par intérêt, avec ou sans passion. Longtemps Ceausescu a incarné ce genre de patriotisme même si l'accumulation du pouvoir personnel, des échecs et des impairs a fini par l'isoler de ceux qu'il représente et par entraîner des réactions critiques au sein de la direction du parti [9]Il a fallu attendre longtemps pour que l'on passe, au sein de la direction communiste roumaine, de la critique individuelle isolée (I.G. Maurer, C. Pîrvulescu, K. Kiraly, V. Trofin, etc.) à une prise de position critique collective. La première manifestation en ce sens est la Lettre ouverte rendue publique début mars 1989 dénonçant notamment le non-respect de la

Constitution par Ceausescu. Cette lettre, signée par d'anciens pontes du parti éloignés du pouvoir central à des périodes différentes (G. Apostol, C. Manescu, A. Bîrladeanu, S. Brucan, etc.), aura vraisemblablement des retombées politiques importantes.

L'irrésistible montée du pouvoir personnel et familial du duo Ceausescu-Petrescu (c'est le nom de son épouse) a lésé, certes, les autres membres de la direction roumaine. Écartés des décisions centrales, ceux-ci n'ont pas perdu pour autant leurs privilèges de hauts bureaucrates. La condition, que la plupart ont respectée jusqu'à nos jours, était de se taire publiquement. À quelques rares exceptions près, tel l'assassinat en 1954 de L Petrascanu en prison, la direction communiste roumaine a fait preuve depuis son arrivée au pouvoir d'un étonnant instinct de conservation collective. Rappelons en ce sens que, par exemple, les victimes des purges de 1952 (A. Pauker, V. Luca et T. Georgescu), après avoir été traitées de tous les noms, ont eu droit non pas à la prison, mais à une survie tout à fait décente.. S'il s'est rapproché des Soviétiques, ce n'est évidemment pas par plaisir mais parce que le patriotisme connaît lui aussi des limites dans le monde moderne. Ces limites, qui ont de quoi décevoir les partisans sincères de la souveraineté nationale, causent un vif déplaisir aux chefs des petits et moyens États qui doivent céder une partie de leur pouvoir aux grands États. La plupart s'y résignent, non sans regret. Ceausescu a fini, lui aussi, par se plier à la règle. Un peu tard et après en avoir fait trop, d'où la précarité évidente de son avenir politique.

La responsabilité soviétique

Le retour au bercail de Ceausescu, par le biais économique, a dû procurer une satisfaction certaine aux pontes des appareils de parti et d'État est-européens et soviétiques qui avaient jadis été agacés par l'antisatellisme roumain. Ce retour peu glorieux n'est pas sans poser quelques problèmes. Le conflit

ouvert de la Roumanie avec un pays frère, la Hongrie, et surtout la dérive à tous points de vue de la Roumanie embarrassent les Soviétiques. Pour l'instant, Gorbatchev a adopté une attitude modérée. S'il a fait des allusions critiques assez transparentes lors de sa visite en Roumanie (en mai 1987), il n'en a pas moins réservé un bon accueil à son homologue roumain et à sa femme peu de temps après. Par ailleurs, les rapports économiques entre les deux pays se portent de mieux en mieux ces dernières années.

Plusieurs raisons expliquent la modération des Soviétiques à l'égard du régime roumain. D'une part, même pour la «bonne causes», l'ingérence directe risque d'être mal vue sur le plan international. Les Soviétiques ont préféré d'ailleurs s'abstenir lors d'un vote à l'ONU – et ainsi favoriser indirectement l'adoption d'une résolution de la commission des droits de l'homme des Nations unies faisant état de la situation roumaine, début mars 1989. Ils ne doivent d'ailleurs pas voir d'un mauvais œil le ralliement hongrois au tout récent activisme diplomatique occidental sur la question roumaine. D'autre part, engagée sur la voie de l'efficacité, l'URSS de Gorbatchev n'est pas prêt d'assurer la remise sur pied de l'économie d'un pays de 23 millions d'habitants.

Enfin, en laissant faire à ses portes un totalitarisme archaïque, désuet et catastrophique, l'URSS prend un risque relatif. Le régime de Ceausescu peut, en effet, servir de contre-exemple et d'épouvantail dissuasif: «Voilà comment finit un régime communiste qui s'est lancé dans l'antisoviétisme et l'aventure occidentale!» ou encore: «Voilà à quoi ressemble un régime communiste qui refuse d'appliquer la glasnost et la perestroïka!».

En guise de conclusion

La «passation des pouvoirs» pour ce qui est de la responsabilité internationale dans la gestion et la poursuite de l'actuelle crise roumaine a également une autre conséquence

dont l'examen me permettra de conclure.

Depuis l'année dernière, on assiste à une mobilisation sans précédent en faveur des victimes de la dérive du régime de Ceausescu. À force de s'intensifier et de se diversifier, cette solidarité finira par porter ses fruits. Il existe cependant un domaine dans lequel elle est impuissante: les pressions économiques. Depuis quelques années, les Soviétiques sont les seuls à détenir ces moyens, précieux, de pression. Sans doute s'en servent-ils déjà, mais à quelles fins? Le Kremlin est conscient que la disparition (politique) brutale de Ceausescu et de sa clique enclenchera inévitablement une dynamique difficile à contrôler. À moins d'imaginer, ce qui est hautement improbable, l'émergence, dans la foulée de la glasnost, d'une opinion publique en URSS qui fasse pression sur les autorités soviétiques, on peut considérer que ces dernières feront tout ce qui est en leur pouvoir pour «civiliser», sans trop de dégâts, le régime de Bucarest. Faut-il rappeler que ceux qui le subissent n'entendent pas les choses de la même façon?

Cette observation nous permet de faire une remarque d'ordre plus général, bien qu'il soit hâtif de généraliser sur ce point. On peut constater dans le cas roumain une corrélation de fait entre l'attitude des pouvoirs économique et politique occidentaux et celle de l'opinion publique occidentale. Cette dernière avait à peu près les mêmes raisons de se mobiliser (et davantage de moyens) il y a quelques années qu'aujourd'hui. Elle ne l'a pas fait... alors que les tentatives en ce sens et les conjonctures médiatiques *a priori* favorables (rappelons-nous, par exemple, le visage tuméfié du journaliste Bernard Poulet à son retour de Roumanie en février 1982) n'ont pas manqué. Pourquoi? En partie, pour des raisons relevant de l'«économie» de mobilisation de l'opinion publique, fortement investie depuis 1980 dans le soutien à Solidarnosc.

Mais, à cette explication, on peut ajouter que la

responsabilité des pouvoirs économiques et politiques occidentaux n'a pas été clairement établie et énoncée avec la promptitude nécessaire. Pour être efficace, la solidarité internationale doit se manifester non seulement indépendamment des pouvoirs en place, mais aussi, chaque fois qu'il le faut, contre ces pouvoirs, quels qu'ils soient.

Nicolas Trifon.